



Doc. 14870

10 avril 2019

Signalements inquiétants de mesures répressives prises à l'encontre des membres de la communauté LGBTI en Azerbaïdjan

Déclaration écrite n° 671

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Des informations font état de l'arrestation d'au moins 14 personnes considérées par la police comme des travailleurs du sexe trans ou gays le 1^{er} avril à Bakou. Ces allégations indiquent notamment que la police a eu recours à internet pour piéger ces personnes, les a contraintes à subir des examens médicaux et les a placées illégalement en détention.

Ce n'est pas la première fois que les autorités procèdent à ce type de répression. En 2017, l'Assemblée parlementaire avait fait part de ses préoccupations à la suite d'informations faisant état d'une arrestation en masse de 80 membres de la communauté LGBTI à Bakou et aux allégations d'actes de mauvais traitements commis par les forces de police. Les responsables de ces mauvais traitements n'ont pas été traduits en justice.

Nous sommes troublés par des mesures qui s'apparentent à un harcèlement ciblé d'un groupe de personnes vulnérables pour qui le commerce du sexe est un moyen de survie dans un environnement extrêmement hostile. Selon ILGA-Europe, le bilan de l'Azerbaïdjan en matière de droits des personnes LGBTI est le pire de tous les États membres du Conseil de l'Europe.

Nous appelons les autorités azerbaïdjanaises à mettre immédiatement fin à ces détentions, à mener des enquêtes en bonne et due forme sur les actes commis par les fonctionnaires de police et à mettre en œuvre des procédures qui garantiront qu'ils n'agiront pas de manière discriminatoire ou arbitraire. Par ailleurs, nous invitons instamment les autorités à mettre pleinement en œuvre la Recommandation CM/Rec(2010)5 du Comité des Ministres «sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre».

Signé (voir au verso)



Signé¹:

JENSEN Mogens, Danemark, SOC
ÅBERG Borianana, Suède, PPE/DC
ÆVARSDÓTTIR Thorhildur Sunna, Islande, SOC
BAYR Petra, Autriche, SOC
BLONDIN Maryvonne, France, SOC
BOSCHI Maria Elena, Italie, SOC
BRYNJÓLFSDÓTTIR Rósa Björk, Islande, GUE
BUCCARELLA Maurizio, Italie, NI
BUSHATI Ervin, Albanie, SOC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
CORLĂȚEAN Titus, Roumanie, SOC
COWEN Barry, Irlande, ADLE
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
FRIDEZ Pierre-Alain, Suisse, SOC
GAVAN Paul, Irlande, GUE
HAJDUKOVIĆ Domagoj, Croatie, SOC
HJEMDAL Silje, Norvège, CE
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
JURATOVIC Josip, Allemagne, SOC
KASIMATI Nina, Grèce, GUE
KAVVADIA Ioanneta, Grèce, GUE
LAMBERT Jérôme, France, SOC
LOUCAIDES George, Chypre, GUE
MIKKO Marianne, Estonie, SOC
NICOLINI Marco, Saint-Marin, GUE
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
PRINGLE Thomas, Irlande, GUE
RAMPI Roberto, Italie, SOC
SANDBÆK Ulla, Danemark, GUE
SCHÄFER Axel, Allemagne, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHOU Ingjerd, Norvège, PPE/DC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
SKOUFA Elissavet, Grèce, GUE
SOCOTAR Gheorghe-Dinu, Roumanie, SOC
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC
TOMIĆ Violeta, Slovénie, GUE
TROY Robert, Irlande, ADLE
WIECHEL Markus, Suède, CE
WOLD Morten, Norvège, CE

Total = 41

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe